

**Der Grosse Rat      Le Grand Conseil**  
**des Kantons Bern    du canton de Berne**

Montag (Nachmittag), 7. Juni 2021 / Lundi après-midi, 7 juin 2021

**Grosser Rat / Grand Conseil**

**15      2020.RRGR.317      Motion 246-2020 Graber (La Neuveville, SVP)**  
**Aufhebung von Artikel 45 Absatz 3 der Geschäftsordnung des Grossen Rates (Arbeitszeitbegrenzung für Kommissionen)**

**15      2020.RRGR.317      Motion 246-2020 Graber (La Neuveville, UDC)**  
**Abrogation de l'article 45, alinéa 3 du règlement du Grand Conseil**  
**(limitation de la durée de présence au sein d'une commission)**

**Le président.** Nous arrivons à présent à la motion du point numéro 15 de l'ordre du jour, déposée par Mme la députée Graber. Le débat est libre. Le Bureau du Grand Conseil vous propose de la rejeter. Je laisse la parole en premier lieu à Mme la députée Graber.

**Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC),** auteure de la proposition. Ma motion demande l'abrogation de l'article 45 alinéa 3 du Règlement du Grand Conseil du 4 juin 2013 (RCB). Cet alinéa 3 est libellé ainsi : « Un député ou une députée ne peut pas siéger plus de huit ans dans la même commission. » Cette disposition s'applique notamment aux nouvelles commissions permanentes introduites en 2014. L'impossibilité de siéger au sein d'une même commission me semble présenter bien plus d'inconvénients que d'avantages. Conscients de cette réalité, la très grande majorité des cantons suisses ne connaissent pas une telle limitation. Le Bureau du Grand Conseil le reconnaît d'ailleurs lui-même en citant l'exemple du canton de Zurich.

Cette entrave est inopportune pour quatre raisons fondamentales : premièrement, elle constitue de la part des membres du Grand Conseil une autolimitation malvenue. Dans l'idéal, les membres d'un législatif ne devraient jamais restreindre leurs droits et leurs prérogatives, sauf s'ils le font pour des raisons évidentes qui tiennent à la séparation des pouvoirs ou à des impératifs d'organisation évidents, tel que le temps de parole de leurs interventions à la tribune du parlement.

Deuxièmement, la malheureuse limitation actuelle implique que les commissions, et même le Grand Conseil dans son ensemble, se privent d'une part importante des très nombreuses compétences ou du know-how dont disposent les parlementaires qui le constituent. Il est hautement regrettable qu'un spécialiste en finances publiques ou un spécialiste en santé publique doivent quitter respectivement la CFin et celle de la santé et des affaires sociales après huit ans de présence en leur sein, avant de se retrouver dans une commission qui les intéresse moins, qui correspond moins à leurs aspirations ou à leurs compétences spécifiques ou encore à leur parcours professionnel.

Troisièmement, si un membre du Grand Conseil siège durant douze ans au sein de notre parlement, ce qui arrive fréquemment, il est malheureux qu'il soit contraint de quitter la commission au sein de laquelle il aura siégé durant huit ans. En pareilles circonstances, il ne pourra être actif dans une nouvelle commission que durant quatre ans. Souvent, ce laps de temps lui permettra juste de se familiariser avec les affaires que traite cette commission sans pouvoir y donner sa pleine mesure. Pire encore, un député ou une députée pourrait avoir moins de plaisir à siéger dans une nouvelle commission, ce qui est tout de même malencontreux.

Quatrièmement, la limitation actuelle représente un affaiblissement volontaire de la position du Grand Conseil formé de politiciennes et de politiciens de milice – par rapport aux membres du Conseil-exécutif qui eux, bénéficient de leur statut de magistrat à plein-temps d'une autorité exécutive, et du soutien indispensable et précieux de leur puissante administration. Cela est d'autant plus regrettable à notre époque qui voit les exécutifs prendre souvent le pas sur les législatifs dans nos régimes démocratiques. A cet égard, et pour enfoncer le clou, j'aimerais ajouter que les membres du Conseil-exécutif de notre canton ne sont pas soumis à une telle limitation. Dans l'histoire récente

de notre canton Philippe Perrenoud a assumé la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale durant dix ans, alors que Barbara Egger-Jenzer, Bernhard Pulver et Hans-Jürg Käser se sont maintenus à la tête de la même Direction durant douze ans. Il me tient à cœur de préciser que ma motion ne préjuge en rien du traitement de la problématique de la durée de la présidence des commissions. Il est tout à fait concevable de limiter cette dernière pour des motifs d'équité et d'opportunité politique. En acceptant ma motion, notre droit parlementaire s'agissant de la limitation de la durée de présence au sein des commissions de notre Grand Conseil, serait identique à celui qui prévaut au niveau de la Confédération, ce qui ne constituerait en aucun cas une incongruité. Pour éviter ces inconvénients très sérieux de la limitation à huit ans de la durée de présence des membres du Grand Conseil au sein d'une même commission, je vous propose d'accepter ma motion et de supprimer ainsi l'article 45, alinéa 3 du RGC.

**Le président.** Avant de donner la parole à M. le député Schlup, je vous donne les résultats des différentes élections.

**Resultate der Wahlgeschäfte 2021.RRGR.132, 2021.RRGR.133 und 2021.STA.604**  
**Résultats des élections : affaires 2021.RRGR.132, 2021.RRGR.133 et 2021.STA.604**

**Wahlergebnis / Résultat des élections**

2021.RRGR.132

|                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------|-----|
| Ausgeteilte Wahlzettel / Bulletins distribués               | 157 |
| Eingegangene Wahlzettel / Bulletins rentrés                 | 154 |
| Davon leer / Dont blancs                                    | 11  |
| Davon ungültig / Dont nuls                                  | 0   |
| Davon in Betracht fallend / Dont entrant en ligne de compte | 143 |
| Absolute Mehr / Majorité absolue                            | 72  |

**Gewählt ist: / Est élu :**  
**Martin Schlup mit 143 Stimmen / par 143 voix.**

*(Applaus / Applaudissements)*

**Wahlergebnis / Résultat des élections**

2021.RRGR.133

|                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------|-----|
| Ausgeteilte Wahlzettel / Bulletins distribués               | 157 |
| Eingegangene Wahlzettel / Bulletins rentrés                 | 157 |
| Davon leer / Dont blancs                                    | 3   |
| Davon ungültig / Dont nuls                                  | 0   |
| Davon in Betracht fallend / Dont entrant en ligne de compte | 154 |
| Absolute Mehr / Majorité absolue                            | 78  |

**Gewählt ist: / Est élu :**  
**Francesco Marco Rappa mit 81 Stimmen / par 81 voix.**

Christoph Grupp erhielt 73 Stimmen / obtient 73 voix.

*(Applaus / Applaudissements)*

**Wahlergebnis / Résultat des élections**

2021.STA.604

|                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------|-----|
| Ausgeteilte Wahlzettel / Bulletins distribués               | 157 |
| Eingegangene Wahlzettel / Bulletins rentrés                 | 152 |
| Davon leer / Dont blancs                                    | 15  |
| Davon ungültig / Dont nuls                                  | 0   |
| Davon in Betracht fallend / Dont entrant en ligne de compte | 137 |
| Absolutes Mehr / Majorité absolue                           | 69  |

**Gewählt ist: / Est élue :****Beatrice Simon mit 135 Stimmen / par 135 voix.**

Diverse erhielten 2 Stimmen. / Voix éparses : 2 voix.

*(Applaus / Applaudissements)***Wahlergebnis / Résultat des élections**

2021.STA.604

|                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------|-----|
| Ausgeteilte Wahlzettel / Bulletins distribués               | 157 |
| Eingegangene Wahlzettel / Bulletins rentrés                 | 154 |
| Davon leer / Dont blancs                                    | 3   |
| Davon ungültig / Dont nuls                                  | 0   |
| Davon in Betracht fallend / Dont entrant en ligne de compte | 151 |
| Absolutes Mehr / Majorité absolue                           | 76  |

**Gewählt ist: / Est élue :****Christine Häslar mit 150 Stimmen / par 150 voix.**

Diverse erhielten 1 Stimme. / Voix éparses : 1 voix.

*(Applaus / Applaudissements)*

**Le président.** Liebe Beatrice, liebe Christine, lieber Martin und lieber Francesco, ich gratuliere euch allen herzlich zur heutigen Wahl. Ich freue mich, mit euch arbeiten zu dürfen.

Je vous souhaite plein de succès dans vos nouvelles fonctions. Je suis heureux de constater que deux femmes vont conduire la destinée du Gouvernement bernois dans l'année qui vient — je ne peux malheureusement pas en dire autant de la présidence actuelle du Grand Conseil, mais je suis convaincu que les mentalités évoluent dans la direction d'une répartition des genres mieux assumée pour de telles responsabilités. J'aimerais profiter de l'occasion pour féliciter l'équipe présidentielle sortante du gouvernement pour l'excellente conduite des affaires cantonales durant l'année écoulée, en particulier Pierre Alain Schnegg pour son engagement. De mémoire de gouvernement et certainement de mémoire de conseillères et conseillers d'État, il n'y a pas eu d'année de législature aussi compliquée, intense et fragile que celle qui s'achève.

Souvent cité en exemple, le canton de Berne a su jusqu'à présent bien tenir tête au virus. Je tiens à vous féliciter, au nom des membres du Grand Conseil. Et à toi, Beatrice, cette dernière année qui sonne, pour toi ne sera peut-être pas la plus aisée en ta qualité de présidente du gouvernement. Je te souhaite néanmoins d'en prendre le meilleur parti. Et si vraiment, tu pourras toujours venir te res-

sourcer dans le Jura bernois, tu y seras la bienvenue ! Je vous remercie, Mesdames, et je vous souhaite une bonne fin de journée. (*Kurze Pause / Courte pause*)

Avant de poursuivre sur le point 15 de l'ordre du jour, je laisse encore le parti des Verts faire une déclaration par Mme la députée Andrea de Meuron.

**Andrea de Meuron, Thun (Grüne),** Fraktionssprecherin. Ich möchte gleichwohl jetzt kurz das Wort ergreifen und die Erklärung abgeben, dass die grüne Fraktion mehr als konsterniert über dieses Ergebnis ist. Ich habe es zu sagen versucht – es ist vermutlich nicht angekommen, was ich gesagt habe beim Vorstellen unseres Kandidaten –, dass wir klar der Meinung sind, wir haben ein Gesetz über den Grossen Rat (Grossratsgesetz, GRG), und das Gesetz sagt klar in Art. 20, dass der Stärke der Fraktion angemessen Rechnung zu tragen ist. Und ich habe gut zugehört, wenn ich danach die Fraktionssprecher aus den anderen Fraktionen höre, die sagen: «Ja, regionale Aspekte ... Ja, das ist schon ein bisschen Biel-Seeland-lastig.» Und ein anderer Kollege sagte es zu Recht: Wir hatten dreimal nacheinander Stadt Thun; das Präsidium der Stadt Thun. Aber jetzt ist schon die Region ... – das wäre dann «zu viel des Guten», ist gesagt worden. Dass einmal die Amtsdauer zählt, einmal zählt sie nicht, je nachdem, wie es einem gerade passt. Erlauben Sie mir zu sagen: Mir kommt das ein bisschen vor ... Ich habe als Kind sehr gern Pippi Landstrumpf geschaut. Ich finde Pippi Langstrumpf wirklich super. Aber ich finde, Pippi Langstrumpf ist nicht die, die die Politik machen sollte wie wir hier, wenn man es einfach gerade so macht, wie man es gern hätte. Man legt die Argumente so aus, wie man sie gerade gern hätte. Und wir haben ein Gesetz, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, und dieses Gesetz ist heute aus unserer grünen Sicht missachtet worden mit einer – ich muss es so sagen – bürgerlichen Dominanz, vermute ich mal. Und wir Grünen werden ganz klar einen Vorstoss einreichen, der verlangt, dass man diesem Gesetz nach den nächsten Wahlen Rechnung trägt. Dieser wäre jetzt gerade einmal angekündigt. Wir werden auch ganz klar rechtliche Schritte prüfen, denn sonst muss man sich fragen, wofür man Gesetze hat, wenn man sie nachher nicht einhalten will. Deshalb sage ich dies heute und hier, auch im Sinne der Fairness, dass wir dies prüfen wollen, und damit Sie dann nicht überrascht werden.

**Le président.** Nous poursuivons le point 15 de l'ordre du jour, la parole est à M. le premier vice-président Schlup qui défend la position du Bureau.

**Vizepräsident,** Büro-Sprecher. Ja, ich spreche für das Büro des Grossen Rates. Die Motionärin hat eigentlich vorher schon vor allem die Vorteile einer Aufhebung einer solchen Kommissionszeitbeschränkung genannt, aber wie alles in der Welt oder das Meiste – alles hat seine Vor- und eben auch Nachteile. Ich komme jetzt eher auf die Vorteile zu sprechen, die eine solche Kommissionszeitbeschränkung hat. Und wie es vom Präsidenten gesagt worden ist: Das Büro empfiehlt Ihnen eigentlich die Ablehnung dieser Motion. Die Gründe dafür sind vor allem: Ein regelmässiger Wechsel bringt mehr Unabhängigkeit in einer Kommission. Man ist vielleicht weniger nah bei der Verwaltung oder bei den Regierungsräten. Ein grösserer Wechsel bringt auch mehr verschiedene Sichtweisen. Manchmal schadet es nicht, wenn jemand Neues hineinkommt, etwas ein bisschen von der anderen Seite anschaut und neue Ideen einbringt.

Auch ein Schwergewicht, das man vielleicht nach 10, 12 Jahren hat – wie man es dann eigentlich möchte oder wie es vielleicht auch schon vorgekommen ist – ... auch ein Schwergewicht müsste man irgendwann einmal ersetzen, und dann würde es nach noch längerer Zeit vielleicht noch mehr wehtun, diese Person auszuwechseln. Allfällige Vereinnahmungen, eben von den Kommissionsmitgliedern, durch die Verwaltung und die Regierung, ich habe es vorhin schon gesagt, wären weniger gross, wenn es noch ein bisschen Wechsel gäbe.

Die Kommissionspräsidien haben so jetzt eine Amtszeitbeschränkung. Wenn das nicht wäre, hätten die Präsidien auch keine. Und zu guter Letzt: In der letzten Septembersession hat eigentlich das Parlament hier in diesem Saal bei Planungserklärungen einer solchen Aufhebung von Kommissionsamtszeitbeschränkung auch entgegengehalten.

**Haşim Sancar, Bern (Grüne),** Fraktionssprecher. Die grüne Fraktion wird die Motion ablehnen. Wenn man die Motion liest, hat man das Gefühl, dass die Welt zusammenbrechen würde, wenn die Amtszeitbeschränkung in den Kommissionen nicht aufgehoben würde. Ein Zitat aus dem Motionstext: Dieses Hindernis sei «in mehrfacher Hinsicht inopportun». Es sei gravierend, wenn jemand nur 8 Jahre in einer Kommission sein darf und diese nur wegen der Amtszeitbeschränkung verlassen müsse.

Erstaunlicherweise sind viele Kolleginnen und Kollegen von einer Partei dabei, die als Partei sogar für das Grossratsmandat eine Amtszeitbeschränkung kennt.

Zurück zur Sache: Ich bin bald seit 8 Jahren in der GPK. Ende Legislatur sind es mit mir dann genau drei Kollegen, also insgesamt 4 Kollegen, deren achtjährige Amtszeit abläuft. Ein Kollege wird nicht mehr kandidieren. Mir macht es nichts aus, wenn ich meine Erfahrungen auch in einem anderen politischen Feld einbringen und Neues lernen kann. Wie es für die anderen Personen ist, weiss ich nicht. Also, so begehrt sind diese Posten nach 8 Jahren nicht wirklich. Ich denke, dass jede Person ersetzbar ist. Es ist sogar besser, wenn nach 8 Jahren jemand anderes kommt und vielleicht neue Ideen in die Kommissionen bringt. Daher wird die grüne Fraktion die Motion ablehnen.

**Peter Gerber, Schüpfen (Die Mitte),** Fraktionssprecher. Die Motionäre verlangen ja die Abschaffung der Amtszeitbeschränkung, die wir 2014 eingeführt haben. Wenn jetzt moniert wird, dass viel Wissen in den Kommissionen verloren geht, muss ich sagen, dass die Spielregeln für alle bekannt waren. Jede Fraktion konnte also die Aufgabe frühzeitig planen. Wenn ein Mitglied in eine andere Kommission aufgrund von der Amtszeitbeschränkung wechselt, kann dies für das ganze System ein Vorteil sein, nämlich Verständnis für die Arbeiten der beiden Kommissionen. Ich sage immer: Wenn der Feuerwehrkommandanten als Gemeinderat gewählt wird, soll er um Gottes Willen nicht die Sicherheit übernehmen, sondern eine andere Kommission. So hat die Feuerwehr schon zwei Stimmen im Rat.

Mit der Einführung der ständigen Kommissionen ist das Ziel der Kontinuität erreicht. Daher darf es eine gewisse Rotation in den Kommissionen durchaus geben. Die Fraktion Die Mitte unterstützt den Vorschlag des Büros und lehnt die Motion daher grossmehrheitlich ab.

**Peter Bohnenblust, Biel/Bienne (FDP),** Fraktionssprecher. Unsere Fraktion unterstützt den Antrag des Büros auf Ablehnung. Ich erlaube mir, vorab festzuhalten, dass der Grosse Rat hier von 9 Monaten einen gleichlautenden Antrag einer Planungserklärung abgelehnt hat – und das zwar knapp, aber dennoch klar –, notabene eingereicht und auch dann von der heutigen Sprecherin der Motion und insbesondere mit den gleichen Argumenten begründet, die wir heute noch einmal gehört haben.

Es erstaunt mich schon etwas, dass der gleiche Antrag damals nur 10 Tage nach der Ablehnung eingereicht worden ist und jetzt 9 Monate später mit der gleichen Problematik debattiert wird. Es liegen nach uns eben keine neuen Elemente oder Kenntnisse vor. Dieses Vorgehen ist wohl rechtlich zulässig, doch wird oft gesagt, insbesondere von der Partei dieser Sprechenden, dass demokratische Entscheide zu respektieren seien, und ich frage mich ein bisschen, warum das hier nicht der Fall ist.

Wenn wir diesen Antrag aber ablehnen, ist dies nicht nur aus diesem zeitlichen und etwas formellen Argument der Fall, sondern auch inhaltlich. In der Antwort des Büros – wir haben es vorhin noch einmal gehört –, aber auch in der Debatte vom August 2020 sind die Vor- und Nachteile aufgezeigt worden. Eine grosse Mehrheit unserer Fraktion findet die heutige Lösung immer noch sachgerecht. Bei 160 Ratsmitgliedern ist es angezeigt, dass eine gewisse Rotation sinnvoll, ja auch notwendig ist. Damit erhalten auch mehrere Ratsmitglieder die Möglichkeit, in den Kommissionen mitzuwirken. Auf die Bitte-Argumente gehe ich hier nicht ein.

Ich erlaube mir noch eine persönliche Bemerkung, es ist vorhin schon angetönt worden: Wenn man etwas in diese Richtung ändern möchte, muss man primär auch die Dauer der Präsidien ins Auge fassen, weil 12 Jahre ein Präsidium – das wäre nach meiner Auffassung nicht haltbar. Ich danke Ihnen im Namen der Fraktion FDP für die Ablehnung der Motion.

**Jakob Schwarz, Adelboden (EDU)**, Fraktionssprecher. Jetzt muss ich doch gerade ganz kurz auf den Kollegen Bohnenblust reagieren. Ich möchte doch hier daran erinnern, dass bei der Behandlung dieser gewissen Planungserklärung zu diesem Thema ganz klar gesagt worden ist, die Planungserklärung sei nicht der richtige Weg, um dieses Anliegen zu diskutieren und diesem zum Durchbruch zu verhelfen. Es wurde ganz klar auf die Einreichung einer Motion verwiesen, was hier nachher auch erfolgt ist. Es ist wirklich in diesem Sinn der Rat befolgt worden, der hier gegeben wurde.

Für die EDU-Fraktion bedeutet die Amtszeitbeschränkung ebenfalls eine unnötige Selbstbeschränkung. Wir finden es wichtig, dass genügend Erfahrung und Fachwissen auf der Seite des Grossen Rates vorhanden ist, um mit der Verwaltung und dem Regierungsrat auf Augenhöhe zu diskutieren. Die Einarbeitung im Grossen Rat und auch in einer Kommission im Speziellen braucht viel Zeit, um richtig anzufangen. Wir möchten dies den jeweiligen Parteien überlassen, wen sie wie lange in welcher Kommission belassen wollen. Deshalb unterstützt die EDU-Fraktion diese Motion.

**Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (SP)**, Fraktionssprecherin. Es geschieht ja selten, dass der FDP-Sprecher und ich der gleichen Meinung sind, die gleichen Worte brauchen wollen, aber ich hätte wirklich genau gleich angefangen wie Peter Bohnenblust, der diesem Erstaunen Ausdruck gibt, dass wir über diesen Entscheid, den wir am 31. August hier im Grossen Rat getroffen haben bezüglich dieser Planungserklärung, jetzt schon wieder sprechen und zu dieser Einschränkung der Amtszeitbeschränkung von Kommissionsmitgliedern abstimmen müssen. Also, auch ich bin erstaunt, dass dieser Entscheid nicht länger Gültigkeit hat als nur 9 Monate.

Inhaltlich: Die Motion verlangt die Aufhebung der Amtszeitbeschränkung für die Kommissionsmitglieder. Amtszeitbeschränkungen sind aber klar ein Grundprinzip der Demokratie. Und 8 Jahre – 8 Jahre sind eine lange Zeit, und ein Wechsel nach 8 Jahren ist absolut sinnvoll, weil wir haben ja nicht nur kompetente Mitglieder in den Kommissionen, die jetzt bestehen. Nein, wir haben hier im Saal 160 kompetente Leute – gut, jetzt sind es, glaube ich, nicht mehr ganz 160, einige sind schon gegangen, aber grundsätzlich haben wir 160 kompetente Leute, die das bestens machen können. Und jede und jeder von uns kann sich in einen Themenbereich einer Kommission innert nützlicher Frist einarbeiten und sich das nötige Wissen und den Hintergrund beschaffen. Es ist ein Teil der Demokratie, dass wir versuchen, in den Kommissionen möglichst viele Leute zu beteiligen. Das können wir nur machen, wenn wir eine Amtszeitbeschränkung haben. Und für mich noch ein weiteres Argument: Wir wissen, wir haben ja sehr mächtige Kommissionen, und gerade dort ist es sehr wichtig, dass wir einen ständigen Wechsel haben, weil wir alle – wir sind Menschen, wir kommen in Beziehungen, und das braucht Kontrolle. Kontrolle bringen wir nur hin mit starken, vielen Wechseln. Wir sind der Meinung, dass die Amtszeitbeschränkung ihre Berechtigung hat, und wir müssen an ihr festhalten. Es tut den Kommissionen immer wieder gut, wenn neue Ideen, neuer Wind hineinkommen. Die Kompetenzen aufzubauen und Blutauffrischungen gewichten wir höher als die in der Motion eingebrachten Argumente. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt diese Motion ab.

**Luca Alberucci, Ostermundigen (glp)**, Fraktionssprecher. Ich tue hier auch die Meinung der glp kund, und zwar von der Mehrheit unserer Fraktion. Die Mehrheit unserer Fraktion ist der Meinung, dass man diese Motion ablehnen soll, und zwar aus diesen Gründen, die wir hier seitens anderen Fraktionssprechenden schon gehört haben. Ich fasse sie kurz zusammen: zum einen sicher diese Thematik, dass man das ja 2014 so festgehalten hat und dass wir auch über eine Planungserklärung hier befunden haben und es nicht an der Zeit ist, noch einmal mit diesem Anliegen zu kommen. Zum andern einfach inhaltlich ist eine Mehrheit meiner Fraktion der Meinung, dass ein Wechsel in diesen Kommissionen etwas Herausforderndes sein kann, aber im Endeffekt etwas Sinnvolles und Gesundes. Warum Gesundes? Weil es neue Ideen gibt, es gibt frischen Wind, es gibt mehr Unabhängigkeit, und was wir einfach auch nicht vergessen können, auch in Anlehnung an meine Vorsprecherin: Wir haben ja als Parlament sehr wenig Instanzen, die uns überwachen, und dann macht es Sinn, dass man in dieser Hinsicht mit grosser Sorgfalt darauf achtet, dass sich nicht ir-

gendwelche Machtgefüge in die Entscheidungsprozesse einnisten. Und eine Amtszeitbeschränkung bei den Kommissionen, namentlich bei den wichtigen Kommissionen und bei den Kommissionspräsidien, dient eigentlich auch dem Zweck, dass das eben nicht so kommt.

Also, in dem Sinne: eine Mehrheit gegen den Vorstoss; eine Minderheit anerkennt, dass diese Amtszeitbeschränkung von 8 Jahren zu strikt ist und würde sich diesbezüglich eine gewisse Flexibilisierung wünschen und wird diesem Vorstoss entsprechend auch zustimmen.

**Patrick Freudiger, Langenthal (SVP)**, Fraktionssprecher. Die SVP-Fraktion wird diesen Vorstoss geschlossen unterstützen. Ich möchte nicht die bereits genannten Argumente wiederholen, werde mich primär auf einen Punkt fokussieren. Wir haben mit der Parlamentsrechtsrevision – so habe ich es mir zumindest sagen lassen, weil ich bei dieser Revision ja nicht dabei war, also, ich habe nicht geholfen, sie zu verabschieden – ... aber das Ziel dieser Revision war, das Parlament gegenüber der Regierung zu stärken, und zwar indem man die Kommissionen verstetigt. Und während vorher Kommissionen fallweise zusammengesetzt und besetzt wurden, entschied man sich für ein Modell, dass immer die gleichen Leute in den Kommissionen drin sind, damit sie Fachwissen sammeln können und damit sie dann im Verlaufe der Zeit auch zu einem echten Gegenspieler oder Sparringspartner der Regierung werden. Es ist kein Geheimnis: Die SVP hat dies dazumal abgelehnt, aber es war eine demokratische Entscheidung, und wenn man A sagt, sollte man dann eben auch B sagen. Wenn man schon sagt, es ist ein Gewinn, wenn Leute in der gleichen Kommission ständig drin sind, dann muss man eben auch B sagen, dann ist es eben auch wichtig, dass die Leute für die nötige Zeit in der gleichen Kommission sind, damit das Fachwissen, das sich die Kommissionsmitglieder ansammeln, dann irgendeinmal auch gewinnbringend eingesetzt werden kann als erfahrener Sparringspartner der Regierung.

Und von dem her ist dieser Art. 45 Abs. 3 GO ein Stück weit systemfremd, weil man auf der einen Seite sagt, es ist gut, wenn Leute ständig in der gleichen Kommission sind, wenn sie Erfahrungen sammeln können. Klar, gewisse kommen ... wenn sie frisch gewählt sind, haben sie einen solchen Erfahrungsschatz, dass sie von Beginn weg echte Gegenspieler sind, aber wir sind ein Milizparlament, und es ist ja auch die Meinung, dass Leute in eine Kommission kommen, die vielleicht nicht ab dem ersten Tag ihrer Kommissionstätigkeit genau in diesem Gebiet Fachexperten sind, die sie dann in der Kommission sind. Aber zumindest mit der zunehmenden Erfahrung werden sie nachher zu echten erfahrenen Gegenspielern der Sparringspartner – vielleicht Neudeutsch gesagt –, der Regierung. Und wenn man dieses Argument hat, dann sollte man es eben auch zu Ende führen und nicht bereits nach 8 Jahren sagen: «Und jetzt ist fertig!» und sich diesen Mehrwert, den man sich erschafft, damit ein Stück weit wieder zu relativieren.

Das Zweite wurde schon gesagt: 8 Jahre sind eher kurz für eine Amtszeitbeschränkung. Das Dritte ist: Wenn man so ein bisschen anschaut, wen denn das konkret betreffen würde, kommt man nicht umhin festzustellen, dass es einen relativ starken Braindrain gäbe. Es ist also nicht ein theoretisches Problem. Es sind relativ viele Leute, von denen sich wahrscheinlich die Allermeisten hier in diesem Saal durchaus wünschen würden, dass diese Erfahrung auch noch in der nächsten Legislatur vorhanden wäre. Diese würde dann eben wegfallen. Wir erachten das als schade und allzu pauschal und sind darum der Meinung, dass man die heutige starre Regelung abschaffen sollte.

Allerdings – das sei hier auch gesagt – sind wir nicht grundsätzlich dagegen, dass es irgendeine Amtszeitbeschränkung geben soll. Die Idee der Amtszeitbeschränkung hat ihre Berechtigung. Das ist vorher auch gesagt worden. Vielleicht in gewissen Kommissionen, für gewisse Ämter, bspw. das Präsidium, für eine gewisse Dauer. Also, die SVP-Fraktion wird dies ja auch sagen, sie ist nicht grundsätzlich gegen jede Amtszeitbeschränkung. Das kann durchaus sinnvoll sein, aber diese Amtszeitbeschränkung sollte nuanciert gewählt werden, für einzelne Ämter und nicht in Form einer starren Regelung, wie wir sie jetzt haben. Das GRG ist ja im Moment dabei, revidiert zu werden, aufgrund der ausserordentlichen Lage. Es spricht nichts dagegen, dass man diese Überlegungen, wie eine Amtszeitbeschränkung sinnvoll gewählt werden kann, im laufenden Revisionsprozess mit der nötigen Differenziertheit diskutiert. Wir sind offen für eine gut geregelte Amtszeitbeschränkung. Die heutige Regelung ist zu starr. Wir lehnen sie ab und unterstützen darum die Motion.

**Markus Wenger, Spiez (EVP)**, Fraktionssprecher. Sie haben die Argumente gehört, die dafür oder dagegensprechen. Die EVP-Fraktion hat bei der Abwägung dieser verschiedenen Pros und Kontras entschieden, dass wir die Motion ablehnen werden. Wir sehen es durchaus als einen Vorteil, wenn die Kommissionsarbeit eben von mehreren Mitgliedern über die Jahre getragen werden kann. Wir schauen es als Bereicherung an, wenn mehrere Leute da in die verschiedenen Aspekte und Segmente unserer Tätigkeit involviert werden können, und darum werden wir hier nicht zustimmen.

**Le président.** Tous les groupes se sont exprimés, et je laisse maintenant la parole à M. le député Lanz, comme intervenant à titre individuel.

**Raphael Lanz, Thun (SVP)**, Einzelsprecher. Wenn ich hier noch etwas sage – ich sehe ja, es wird eine Mehrheit geben, auf jeden Fall sieht es jetzt nach Ablehnung aus –, würde ich Sie als Grossrätinnen und Grossräte noch einmal zu motivieren versuchen, sich dies noch einmal zu überlegen. Überlegen Sie sich einmal, was für komplexe Geschäfte wir haben. Überlegen Sie sich einmal in Bezug auf den Campus Biel: Wie lange geht dies jetzt schon? Blausee-Untersuchung: Wie lange geht jetzt diese schon, und wie lange geht diese noch?

Und wollen Sie nun wirklich mit einer starren Amtszeitbeschränkung das Risiko eingehen, dass mehrere Mitglieder in diesen einzelnen Geschäften – wichtigen Geschäften – plötzlich ihre Kommission verlassen müssen und damit ihre Fach- und Sachkenntnis verlorengehen; Fach- und Sachkenntnis, die für uns als Grosser Rat, als Aufsichtsgremium ganz entscheidend ist? Wir schwächen uns damit selbst. Ich spreche mich nicht gegen eine kontinuierliche Erneuerung aus. Das hat seinen Bescheid. Aber wir können das machen – wir als Fraktionen –, wir können dies ohne starre Regelungen machen, die das Potenzial haben, wirklich nachteilig zu sein. Wir können so, als Grosser Rat, das Gegengewicht zur Verwaltung, das Gegengewicht zum Regierungsrat einfach nur viel schwieriger wahren. Ich warne ein bisschen davor, dass wir uns hier jetzt selber beschränken und so das Potenzial schaffen, dass wir in gewissen Geschäften plötzlich diesen Durchblick, den wir haben müssen, nicht mehr haben, weil jene Mitglieder, die diesen allenfalls von Anfang an gehabt haben, einfach nicht mehr dabei sind. Ich bitte Sie, sich dies noch einmal zu überlegen, und ich fände es gut, wenn sie diese Motion unterstützen könnten.

**Le président.** La parole n'étant plus souhaitée... – si, elle est souhaitée : je laisse la parole donc à M. le député Siegenthaler.

**Peter Siegenthaler, Thun (SP)**, Einzelsprecher. Kollega Lanz hat mich jetzt noch nach vorne gebracht. Ich bin auch ein Betroffener – oder werde dann betroffen sein, aber das ist nicht die Hauptmotivation für mich, hier nach vorne zu kommen. Wenn wir von Kontinuität sprechen, dann gebe ich Raphael Lanz völlig recht. Aber, liebe Kolleginnen und Kollegen, diese Kontinuität hat auch mit uns selbst zu tun. Wir werden jetzt dann diese Woche noch wählen, neue Mitglieder in die Sachkommissionen. Haben Sie einmal gesehen, wie viele das dies sind? Wie viele Kolleginnen und Kollegen entweder wechseln, neu dazukommen aufgrund von Rücktritten, von Einsitznahmen in diesem Grossen Rat, wer alles seine individuellen Wünsche besser verwirklichen kann, wenn er jetzt in diesem Wahlgang zu dem gewählt wird, für den er vorgeschlagen ist? Also, wenn man so von Kontinuität spricht, dann hat diese sicher mit der Amtszeit etwas zu tun, aber es hat auch mit dem Bekanntheit zu tun, wenn man dann einmal in einer Kommission drin ist, dass man diese auch möglichst behält und nicht bei nächster Gelegenheit wieder wechselt. Auch dies wäre ein Aspekt, der mir einfach noch wichtig wäre, dass er hier zur vollständigen Schilderung dazugehört.

**Le président.** La parole n'étant cette fois plus demandée, je laisse la motionnaire s'exprimer, Mme la députée Graber.

**Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC)**, auteure de la proposition. Tout d'abord une remarque concernant la procédure : le PLR ainsi que le parti socialiste ont émis leur surprise par rapport au fait que la proposition de supprimer la limitation de huit ans sous forme de déclaration de planification revienne aujourd'hui sous la forme d'une motion. Mais je voulais rappeler ce qu'on a déjà entendu dans la bouche de Jakob Schwarz, qu'on avait répondu à l'époque au Grand Conseil, on m'avait répondu que la déclaration de planification, ce n'était pas la bonne forme et que les arguments n'étaient pas tellement connus. D'ailleurs, le porte-parole du Bureau du Grand Conseil, à l'époque, le vice-président, il était vice-président, Hervé Gullotti a dit : « On n'a pas étudié cette question-là. » Alors, vu qu'on n'a pas parlé de ça, on propose de voter « non », parce qu'on n'a pas eu le temps d'y réfléchir.

Cette question n'a pas véritablement été traitée ici dans le Grand Conseil, raison pour laquelle je suis revenue avec une motion. Ensuite, à l'adresse du PLR, du FDP : chers collègues, lorsque cette proposition est venue sous la forme d'une déclaration de planification, vous l'avez soutenue ! Vous avez voté « oui » à cette proposition et aujourd'hui, vous opérez un revirement qui est contre vos convictions libérales pour des raisons tout à fait superficielles qui ne sont franchement pas défendables.

Ensuite, à l'adresse du parti socialiste : vous affirmez que supprimer la limitation de mandat ne serait pas démocratique. Mais, chère Regina Fuhrer, il s'agit de l'élection des députés par le peuple. Il ne s'agit pas d'un mandat en commission, ou alors, ça voudrait dire que les Chambres fédérales ne sont pas démocratiques ? Parce que aux Chambres fédérales, il n'y a pas cette limitation de présence en commissions, et dans la grande majorité des cantons suisses, il n'y a pas de limitation de la présence en commissions. Alors, vous pensez qu'à la Confédération et dans la majorité des cantons suisses, on n'est pas démocratique ? Mais soyons sérieux !

Ensuite, on entend de la part de « Die Mitte » qu'il faut apprendre à connaître plusieurs commissions, comme si nous étions à l'école ! Nous sommes les membres du pouvoir législatif du canton de Berne. Nous ne sommes pas à l'école ou dans une formation continue, « Weiterbildung », où il faut suivre plusieurs cours parce que ça augmente notre culture générale. Nous sommes un pouvoir législatif, et il est malsain que nous nous autolimitons. Chez certains, j'ai l'impression qu'on veut le changement pour le changement mais sans qu'il y ait d'arguments fondamentaux.

Alors, finalement sont me faire beaucoup d'illusions, je voudrais encore une fois vous inviter à abroger cette malheureuse autolimitation du Grand Conseil dans son ensemble, qui se prive des très nombreuses compétences ou du know-how dont disposent les parlementaires. Cette limitation va affaiblir le Grand Conseil ... (*Der Präsident bittet die Rednerin, zum Schluss zu kommen. / Le président demande à l'oratrice de conclure.*) ... par rapport au Conseil-exécutif qui ne connaît pas une pareille limitation. Et finalement, parfois, on parle – (*Der Präsident bittet die Rednerin erneut, zum Schluss zu kommen. / Le président demande encore à l'oratrice de conclure.*) – J'ai tout de suite fini : on parle parfois de « Genferei », mais ce que vous voulez faire, une « Bernerei », une spécialité du canton de Berne avec une autolimitation malvenue ?

**Le président.** Après ce plaidoyer enflammé, nous allons passer au vote : la motionnaire maintient son texte en tant que motion, donc, les député-e-s qui acceptent la motion votent oui, celles et ceux que la rejettent votent non.

**Abstimmung / Vote**

2020.RRGR.317

**Ablehnung / Rejet**

|                         |    |
|-------------------------|----|
| Ja / Oui                | 55 |
| Nein / Non              | 82 |
| Enthalten / Abstentions | 4  |

**Le président.** Vous avez rejeté la motion.